

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 28/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGGLOMERATION DU GRAND SENONAI

ZI des Vauguilletes
89100 Sens

Références : 260217
Code AIOT : 0005402764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/05/2026 dans l'établissement AGGLOMERATION DU GRAND SENONAI implanté Rue des grandes raies 89100 Sens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle, la dernière visite du site datant du 3 mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGGLOMERATION DU GRAND SENONAI
- Rue des grandes raies 89100 Sens
- Code AIOT : 0005402764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site inspecté est une plateforme de compostage appartenant à l'Agglomération du Grand Sénonais et dont l'exploitation est assurée en régie depuis début 2026 (précédemment l'exploitant était la société BLDV). L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2002, mais ne relève que de la déclaration suite à un changement de nomenclature.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Constitution d'une installation de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
6	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 22.3	Demande d'action corrective	6 mois
7	Consignes	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 32.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Contrôles électriques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 33	Demande d'action corrective	6 mois
12	Contrôle de l'accès, clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 11.4	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.1	Sans objet
4	Valeurs limites – Rejets	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.2	Sans objet
9	Origine des déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 37	Sans objet
10	Nature des déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 38.1	Sans objet
11	Conditions d'admission des déchets sur le site	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure mais plusieurs points posant des problèmes auxquels l'exploitant doit remédier :

- l'automatisation du calcul du tonnage quotidien,
- les distances d'éloignement vis-à-vis des limites de propriété,
- les mesures des émissions sonores,
- l'affichage et la diffusion des consignes de sécurité,
- le contrôle des installations électriques,
- la réparation de la clôture,
- l'enlèvement du tas de bois (refus de tri).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les activités visées à la demande sont soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et rangées dans la nomenclature, conformément au tableau suivant :</p> <p>2780.1c (D) :</p> <p>Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation</p> <p>- 2171 (D) :</p> <p>Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats 2022 :</u></p> <p>"Les rubriques 322, 2170 et 2260 pour lesquelles l'exploitant était autorisé sont désormais regroupées dans l'unique rubrique 2780 (le broyage étant strictement lié aux matières compostées).</p> <p>L'exploitant bénéficie de l'antériorité à hauteur de 22 t/j de production de compost. Les activités de compostage relèvent depuis le 29/10/2009 de la rubrique 2780-1 c) du régime de la déclaration. L'arrêté préfectoral d'autorisation est désormais un arrêté de prescriptions spéciales et demeure pleinement applicable au site.</p> <p>L'exploitant indique que l'installation de compostage sert également de plateforme de transit pour les déchets bois issus des 3 déchetteries de la Communauté de communes du Grand Sénonais. Il précise que ces déchets ne sont pas broyés sur site mais envoyés à la société KRONOSPAN où le broyage est réalisé. Sur le site de compostage, une zone est effectivement dédiée à la récupération des déchets des bennes à bois issus des déchetteries.</p> <p>Le site relevant désormais du régime déclaratif, l'exploitant, s'il relève de la déclaration pour la rubrique 2714, doit télédéclarer ses activités."</p> <p><u>Constats 2026 :</u></p> <p>L'exploitant indique ne pas exercer d'autre activité que le compostage de déchets verts (relevant de la rubrique 2780). En particulier, il indique ne pas procéder à du transit de déchets non dangereux (autre que déchets verts, en particulier il ne reçoit pas de boues ou autres ordures ménagères au titre des "autres résidus urbains" prévus dans son arrêté d'autorisation) et donc ne pas relever de la rubrique 2714. Il indique ne plus envoyer de bois chez Kronospan.</p> <p>L'exploitant indique ne pas dépasser le seuil des 22 t/j pour lequel il est autorisé, a fortiori celui de 30 t/j correspondant au seuil de l'enregistrement pour la rubrique 2780.</p>

<p>Il assure par un tableur un suivi des tonnages sortant, benne par benne, car il ne peut peser les apports des particuliers, assez faibles par rapport aux bennes des déchetteries.</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection a constaté le respect du seuil des 22 t/j, aucune journée n'étant même identifiée à plus de 10 t.</p> <p>L'Inspection a également constaté la présence d'un très important tas de bois, de l'ordre de 1 000 m3, du côté route qui est protégé par des blocs en béton de type Lego. Il consiste en des refus de tri (bois trop gros pour être broyé) et a vocation à partir, le prestataire devant l'enlever d'ici le 10 juin 2026. La présence de ce tas est exceptionnelle du fait de problème matériel du prestataire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit doter son tableur d'un calcul automatique du tonnage par jour, afin de garantir qu'il ne dépasse pas le seuil des 22 t/j, et a fortiori celui des 30 t/j. Ce calcul doit tenir compte d'une marge de sécurité pour tenir compte des apports des particuliers via la déchetterie des Vauguilletes, adjacente.</p> <p>L'exploitant doit faire enlever au plus tôt le tas de refus de trio en bois et mettre en place une organisation garantissant qu'un tas de matière combustible d'une telle ampleur ne puisse plus être présent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 11.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de produits liquides inflammables, toxiques ou polluants doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats 2022</u> : "Une citerne GNR a été installée dans le hangar dont le sol est muni d'une dalle béton. L'exploitant s'assurera de l'étanchéité de l'aire de déchargement du GNR et que celle-ci est reliée à une rétention adaptée."</p> <p><u>Constats 2026</u> :</p> <p>L'exploitant indique que la cuve est dotée d'une double paroi.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence d'une cuve de gasoil de 5 000 l, à double paroi, qui fournit toutes les informations pour mettre en place un détecteur de fuite, qui n'est manifestement pas mis en place.</p> <p>En cas de fuite de la double paroi, le gasoil irait sur le sol béton du hangar, qui ne présente pas de défaut d'étanchéité apparent, puis irait dans le réseau d'eaux du site, qui aboutit à un bassin de rétention étanche équipé d'une vanne de sectionnement, qui évite le risque de pollution du milieu naturel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant est invité à réfléchir à mettre en place un détecteur de fuite sur la cuve.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Sa consommation est limitée en volume à 550 m3/an.
Constats : <u>Rappel des constats 2022</u> : "L'exploitant fournira sa consommation annuelle d'eau pour les 3 dernières années." <u>Constats 2026</u> : L'exploitant indique que l'eau consommée sur site vient du réseau public, avec 2 compteurs. Il a présenté ses consommations des 3 dernières années : 2025 : 109 + 19 = 128 m3. 2024 : 116 + 47 = 163 m3. 2023 : 36 + 16 = 52 m3. L'exploitant n'a pas su justifier d'où venait la hausse de consommation entre 2023 (pourtant une année plus chaude) et 2024-2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : il serait souhaitable que l'exploitant contacte l'ancien exploitant BIDV pour demander s'ils connaissent les causes de cette hausse (qui pourrait être due à une fuite).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites – Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites – Rejets
Prescription contrôlée : Valeurs limites $5,5 < PH < 8,5$ $T^{\circ} < 30^{\circ} C$ $MES < 600 \text{ mg/l}$ $DCO < 2000 \text{ mg/l}$ $DBO5 < 150 \text{ mg/l}$ $P < 50 \text{ mg/l}$
Constats : <u>Rappel des constats 2022</u> : "Les analyses des eaux du bassin de rétention présentent les résultats suivants : $MES = 31 \text{ mg/l}$; $DCO = 239 \text{ mg/l}$; $DBO5 = 17 \text{ mg/l}$; $P = 3,4 \text{ mg/l}$ " <u>Constats 2026</u> : L'exploitant a présenté les résultats de mesures datant du 28 avril 2026 suivants, qui ne relèvent pas de dépassements : $MES = 33 \text{ mg/l}$; $DCO = 183 \text{ g/l}$; $DBO5 = 22 \text{ mg/l}$;

P = 3,24 mg/l en P (et 7,43 en P205) ; pH = 6,8 ; T = 10,8° C ;
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Constitution d'une installation de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Constitution d'une installation de compostage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une installation de compostage comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes, - une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci, - une aire* (ou équipement dédié) de préparation le cas échéant, - une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie, - une aire* (ou équipement dédié) de maturation, - une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation le cas échéant, - une aire de stockage des composts avant expédition le cas échéant. <p>Le nombre d'aires peut être réduit dans le cas du compostage de déchets verts ou de déjections animales.</p> <p>Les aires signalées par un astérisque (*) sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.</p> <p>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats 2022 :</u> "Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une aire de dépotage et stockage de déchets verts, - d'une aire de déchets verts broyés en fermentation et maturation, - d'une aire de compost fini en attente d'analyse. <p>Deux plus petites aires existent aussi sur site pour la vente aux particuliers de compost fini et paillage.</p> <p>Les aires sont imperméabilisées.</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle des matières entrantes est réalisé au niveau du pont bascule ou lors du dépotage.</p> <p>Les 2 aires de stockage des déchets verts entrants et de compost fini ne sont pas situées à moins de 8 mètres des limites de propriété du site."</p> <p><u>Constats 2026 :</u></p> <p>Le site ne dispose plus d'aires pour la vente aux particuliers de compost fini et paillage.</p> <p>Suite à l'inspection de 2022, l'Agglomération s'était engagée par courrier du 28 mars 2022 à ceci "Les tas seront éloignés des limites de propriété" avec pour échéance "la fin de maturation du lot de compost présent sur le site".</p> <p>Le voisinage du centre de compostage est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au sud, la route d'accès et la déchetterie des Vauguilletes, exploitée également par l'Agglomération, - à l'ouest, la bordure de la D606 qui appartient aussi à l'Agglomération,

<ul style="list-style-type: none"> - au nord, un terrain qui appartient aussi à l'Agglomération et qui n'a pas vocation à être construit à court ou moyen terme. Il est en revanche actuellement utilisé comme site de transit de gravats par Eurovia, - à l'est : entreprise Transdev qui exploite les bus urbains de l'Agglomération. <p>Contrairement à l'engagement de l'Agglomération en 2022, la distance des 8m n'est pas respectée sur tous les côtés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - côté nord, où le stock de déchets verts entrant touche la limite de propriété, - côté ouest où les refus de tri (bois trop gros) sont à moins de 8 m des limites de propriété mais séparés par des murs en béton de type Lego, - côté ouest et nord où le tas de compost en maturation est à environ 5 m des limites de propriété, un chemin vide ayant été matérialisé autour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 22.3
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, sur la façade ouest du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun contrôle n'a été réalisé par l'ancien exploitant BIDV. L'Agglomération n'en a pas encore réalisé en 2026 mais il est prévu de le faire. L'exploitant a présenté un mail de demande de devis à l'APAVE daté du 7 mai 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu du contexte (nouvel exploitant depuis début 2026), il n'est pas proposé de donner des suites à cette absence de mesure des émissions sonores. L'exploitant procédera aux mesures et transmettra les résultats à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 32.3
Thème(s) : Autre, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit élaborer des consignes de sécurité et doit veiller à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous-traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un "Memento de sécurité incendie" qui regroupe l'ensemble des consignes incendie. Il est à noter que le site est équipé d'un dispositif de suivi de température par sonde thermométrique.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la diffusion de ce document auprès de ces salariés, aucun plan de sécurité incendie ni consignes en cas d'incendie ne sont affichés (que ce soit à usage des salariés ou des tiers (intervenants ou usagers).</p> <p>L'exploitant a présenté son protocole de sécurité pour les intervenants extérieurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - diffuse le "Memento de sécurité incendie" à l'ensemble des salariés du site, - affiche les consignes de sécurité et les consignes incendie dans les bâtiment et à proximité des lieux où stationnent les usagers, - et justifie ces réalisations auprès de l'Inspection.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Contrôles électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an.</p> <p>Les extincteurs doivent être vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication doit en être portée sur chaque appareil.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats 2022 :</u></p> <p>"Vérifications électriques : les 2 derniers rapports APAVE datent du 19/01/2021 et 25/02/2022. 11 observations ont été relevées sur le dernier rapport 2022 dont la plupart récurrentes.</p> <p>Vérification extincteurs : Intervention par ARLI réalisée le 10/02/2022 qui indique "Q4 non conforme". Le prestataire est revenu le 01/03/2022 pour notamment rajouter 2 extincteurs à proximité de la nouvelle cuve de GNR. Ce dernier rapport indique "N4 conforme".</p> <p>Observations : l'exploitant fournira un échéancier de levée des observations inscrites dans le rapport de vérification des installations électriques de 2022.</p> <p><u>Constats 2026 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de contrôle des extincteurs par la société ARLI, daté du 6 mai 2026.</p> <p>Il a également présenté un rapport de contrôle des blocs de secours par la société LUMINEM, daté du 21 avril 2026 : qui signale des blocs à changer.</p> <p>L'exploitant a présenté un mail de demande d'intervention auprès de la société SOCOTEC.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu du contexte (nouvel exploitant depuis début 2026), il n'est pas proposé de donner des suites à cette absence de contrôle des installations électriques. L'exploitant procédera au contrôle et transmettra les résultats à l'Inspection, ainsi qu'un justificatif du changement des blocs de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Origine des déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 37
Thème(s) : Autre, Origine des déchets admis sur le site
Prescription contrôlée : Origine des déchets admis sur le site Les déchets admis sur l'installation proviennent des communes de la Communauté de Communes du Sénonais, des déchetteries mises en place sur ces communes, des communes extérieures à la Communauté de Communes, d'organismes publics ou parapublics et d'entreprises privées, sous réserve d'accords passés avec la Communauté de Communes du Sénonais.
Constats : L'exploitant indique que l'ensemble des déchets verts entrant sur le site proviennent des 2 déchetteries distantes de l'Agglomération et des dépôts directs des particuliers, le centre de compostage tenant lieu de point d'apport de déchets verts pour la déchetterie des Vauguilletes adjacente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nature des déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 38.1
Thème(s) : Autre, Nature des déchets admissibles
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles sur l'installation sont des déchets végétaux n'ayant subi aucune transformation préalable : feuilles mortes, taille de haies ou d'arbustes, déchets d'élagage et d'entretien des massifs, tous résidus de bois naturels tels que souches et branches, tontes de pelouses... désignés comme déchets verts.
Constats : L'exploitant indique ne recevoir que des déchets verts. Un contrôle visuel est réalisé lors des dépôts.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions d'admission des déchets sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 39
Thème(s) : Autre, Conditions d'admission des déchets sur le site
Prescription contrôlée : Toute livraison de déchets doit faire l'objet d'un contrôle visuel. Un registre d'admission doit être ouvert et tenu à jour. Sur ce registre doivent être consignées les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - les quantités réceptionnées, - l'identification du véhicule concerné, - le lieu de production ou de collecte correspondant, - la date et l'heure de réception,

<ul style="list-style-type: none"> - le résultat du contrôle de réception, - le motif de l'éventuel refus d'admission.
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats 2022</u> : "La majorité des intrants vient des déchetteries de la communauté de communes. Un pont bascule associé à un logiciel permet d'enregistrer les poids des déchets entrants. Les apporteurs disposent d'un badge délivré par l'exploitant pour assurer l'enregistrement des pesées. L'adresse et le nom de l'apporteur est disponible via celui-ci mais le véhicule n'est pas précisément identifié. L'exploitant indique réaliser un contrôle visuel à l'entrée ou sur la plateforme de déchargement des déchets mais celui-ci n'est pas formalisé ni tracé. L'exploitant indique qu'il n'a procédé à aucun refus d'admission jusqu'à présent. L'ensemble des informations réglementaires ne sont pas consignées dans le registre d'admission (l'identification du véhicule, le résultat du contrôle de réception, le motif de l'éventuel refus d'admission)".</p> <p><u>Constats 2026</u> :</p> <p>L'exploitant indique procéder à un contrôle visuel par l'agent d'exploitation, qui indique vérifier si les apports consistent uniquement en des déchets verts (et notamment pas de sacs). L'exploitant dispose d'un registre (sous forme de tableur) où sont entrés les tonnages entrants pour les apports des déchetteries. Les particuliers qui apportent des déchets verts sont gérés par l'accueil de la déchetterie des Vauguilletes, adjacente, sans contrôle du tonnage, mais avec contrôle de l'identité du déposant et de l'immatriculation du véhicule. Le registre électronique contient presque toutes les informations prescrites, à l'exception de la mention du résultat du contrôle de réception et du motif de l'éventuel refus d'admission. L'exploitant indique que cette prescription n'est plus adaptée, les "fournisseurs" étant les déchetteries de l'Agglomération, donc des salariés de l'exploitant, aucun refus n'a eu lieu depuis la ré-internalisation de l'activité en 2026 selon l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôle de l'accès, clôture de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle de l'accès, clôture de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation. L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que la clôture côté nord est totalement défoncée, et peut difficilement assurer ses fonctions. L'exploitant indique qu'elle a été défoncée lors de travaux et de déchargement de déchets verts qui se sont effondrés dessus.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient que l'exploitant répare la clôture de façon à ce que des tiers ne puissent pénétrer sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois